

Les organisations ouvrières isariennes et la séparation des Églises et de l'État

Jean-Pierre BESSE

Le vote de la loi de Séparation des Églises et de l'État intervient à une période où le mouvement ouvrier français se structure sur le plan organisationnel et se dote d'un socle idéologique dont il conserve encore de nos jours certaines traces. Je rappelle que la S.F.I.O. (Section Française de l'Internationale Ouvrière) naît en 1905, sous la pression de la II^{ème} Internationale, et que la Charte d'Amiens est adoptée à l'issue du congrès confédéral de la CGT en 1906.

Elle intervient aussi dans un climat de tension entre partis et syndicats, comme de dissensions à l'intérieur des diverses organisations. Les socialistes, en particulier, sont divisés sur leur participation à un gouvernement bourgeois (1) et sur le soutien à ce gouvernement ; la loi sur la séparation des Églises et de l'État s'insère d'ailleurs dans ces débats, dont elle est l'une des composantes.

Comment sur le plan local les organisations ouvrières se sont-elles positionnées face à cette loi ? Quels ont été les arguments utilisés ? Quelles sont les explications que l'on peut avancer ?

Les organisations ouvrières isariennes en 1905.

Il faut donc commencer par dresser un tableau des forces concernées (2).

D'abord le syndicalisme. En 1901, sont nés dans l'Oise simultanément la Bourse départementale du travail dont le siège a été fixé à Creil et l'Union départementale des syndicats CGT. Ces deux structures, qui se confondent alors, sont animées par un cheminot révoqué, Ernest Klemczynski (3). L'UD-CGT regroupe, en 1901, treize syndicats et 1 351 adhérents sur un total de vingt deux syndicats déclarés et 1 800 syndiqués.

Durant les premières années de son existence le succès de la CGT est certain puisqu'en 1905, elle compte trente syndicats et 1 881 syndiqués.

Le syndicalisme isarien se réclame du *syndicalisme révolutionnaire* qui anime alors la CGT sur le plan national. Le syndicalisme révolutionnaire, qui va conduire à l'adoption en 1906 de la Charte d'Amiens, et dont les deux principes de base sont : le rejet de l'action politique, ou plus exactement des partis politiques, et l'affirmation de la primauté, de l'unicité même du syndicalisme dans le combat contre le capitalisme, pour la révolution et la construction de la société socialiste future. Son arme de combat est la grève générale.

Toutefois dans l'Oise, le syndicat le plus puissant, celui des métallurgistes de Montataire, n'est pas sur ces positions. Il est d'ailleurs régulièrement dénoncé comme réformiste.

Les autres syndicats sont souvent d'inspiration guesdiste (les tabletiers de Hermes, les syndicats du Beauvaisis), ou se réclament de l'anarcho-syndicalisme, comme ceux de Méru par exemple. Klemczynski doit, pour maintenir l'unité, tenir compte de ces forces centrifuges. La séparation des Eglises et de l'Etat unit les syndicalistes isariens. C'est la disparition du capitalisme qui doit faire disparaître le cléricalisme, puis les religions. La Séparation est donc un combat qui éloigne des vrais problèmes, il est donc inutile de s'y attarder.

Le socialisme isarien est lui faible et divisé. Le *Parti socialiste français* qui unit les éléments révolutionnaires, guesdistes et blanquistes-vaillantistes, est le plus puissant dans le département. Les *socialistes indépendants*, dont se réclame par exemple Jean Jaurés, sont peu nombreux, sauf dans la région de Crépy-en-Valois. Le parti socialiste français est cependant divisé. Compère-Morel (4) doit abandonner le poste de secrétaire fédéral en 1904, ses camarades lui reprochent son double langage et ses relations trop étroites avec les organisations bourgeoises. La fédération impose au *Travailleur de l'Oise*, dont elle est propriétaire, sa surveillance. Il est remplacé par Alfred Trouvain (5), conseiller municipal de Hermes, guesdiste (comme Compère-Morel !).

En 1903, on recense 137 adhérents au PSF et en 1906, après l'unité au sein de la S.F.I.O., 370. Le seul organe qui nous permet de connaître la position des organisations ouvrières sur la question de la Séparation est Le *Travailleur de l'Oise* où Klemczynski tient régulièrement une rubrique syndicale.

La Séparation

Les articles concernant la Séparation des Eglises et de l'É-

tat sont très peu nombreux dans *Le Travailleur de l'Oise* : six en un an (soit un en janvier, un en février (6) ; trois en avril et un en septembre) ; et encore, deux articles ne la mentionnent qu'indirectement. Aucun article en décembre 1905, lors de l'adoption de la loi.

De même, aucune réunion de groupes socialistes, aucune conférence des universités populaires, aucun congrès fédéral n'aborder le thème dans leur ordre du jour, dans leurs discussions. Seule exception toutefois, la conférence publique tenue à Beauvais à l'issue du congrès fédéral le 29 janvier 1905. La salle s'étonne que les leaders nationaux présents n'aient pas abordé le sujet et c'est Compère-Morel qui intervient pour déclarer que le parti socialiste est partisan de la séparation, mais pas à la façon des bourgeois anticléricaux.

Car l'anticléricalisme est omniprésent dans les colonnes du *Travailleur*.

Le groupe socialiste de Beauvais publie un long article en première page, le 21 janvier 1905, qui se termine ainsi

"On parle beaucoup d'anticléricalisme aujourd'hui et devant le propos souvent haut, de certains radicaux qui ont mis la main sur cette marchandise pour s'en faire un bagage en l'absence de tout autre, les socialistes sont souvent forcés de montrer que le radicalisme n'a pas la vertu d'être seul anticléric... nous, nous sommes les seuls anticléricaux parce que nous nous attaquons au principe de tout cléricalisme"

Le *Travailleur de l'Oise* est rempli, dans ses rubriques locales, d'articles signalant les mariages et les enterrements civils, les conférences de la *Libre Pensée*. Le conseil municipal de Hermes, en 1901, sur proposition de Trouvain, vote l'interdiction du port du costume ecclésiastique en dehors des lieux du culte et en

août 1904, l'interdiction de procession dans les rues. Lorsqu'un feuillet est annoncé, en mars 1905, il ne paraîtra cependant jamais, il s'agit de "Vase d'élections" de Frédéric Petit qui est *"une étude approfondie de la vie ecclésiastique"*. De la même façon, toutes les manifestations cléricales sont violemment condamnées, que ce soient les pétitions contre l'adoption de la loi ou la violence des cléricaux lors des inventaires en 1906. Le *Travailleur de l'Oise* note, le 10 mars 1906, que *"toute la cléricafarderie (sic) essaye d'ameuter les populations contre les fonctionnaires."*

L'absence de la loi dans la presse ouvrière isarienne montre en fait la gêne des socialistes sur la question et l'impossibilité de défendre une position claire qui satisferait tout le monde. Les socialistes sont pour la Séparation, qui apparaît comme un pas en avant mais ce n'est pas la bonne solution.

Ceci nous conduit à chercher les explications au quasi silence des socialistes isariens.

Les explications

La première explication est conjoncturelle. En 1905, la Révolution russe est le sujet très largement dominant dans la presse, les colonnes en sont remplies. De plus l'année 1905 marque dans le département l'apogée des grèves. Le *Travailleur de l'Oise* multiplie les comptes rendus des longues grèves, de Mouy en particulier, et des actions de soutien aux grévistes qui se développent dans le département.

La deuxième explication tient à la situation du socialisme français et de ses rapports avec la II^e Internationale qui a condamné en 1904 la participation à un gouvernement bourgeois et le soutien à la bourgeoisie et qui dans le même temps oblige les "chapelles socialistes" françaises à s'unir au sein de la S.F.I.O.

La volonté d'affirmer les principes de l'Internationale est très évidente dans plusieurs articles publiés dans *Le Travailleur de l'Oise*. Celui déjà mentionné du groupe socialiste de Beauvais contient ces mots "l'anticléricalisme bourgeois veut la suprématie de la bourgeoisie. Le cléricalisme est une doctrine économique".

Compère-Morel lui même, que l'on peut difficilement qualifier d'extrémiste, écrit : "la vraie solution c'est l'émancipation intellectuelle du peuple qui viendra qu'après l'émancipation économique" (7). Le groupe socialiste de Beauvais, encore, toujours dans le même article, juge que la bourgeoisie radicale est plus dangereuse pour la classe ouvrière car elle est pernicieuse et elle a en réserve "un sac inépuisable de boniments et de calomnies".

Car la vraie explication est là, elle est purement locale... c'est le poids du parti radical-socialiste dans la vie politique du département. Classé ici très à gauche, il jouit de l'appui de la classe ouvrière, comme le prouve son implantation dans les communes ouvrières dont il dirige les municipalités : Mouy, Méru, Creil, Liancourt et Montataire, souvent avec l'appui des socialistes. Pour s'affirmer, pour détacher les ouvriers, il faut les détourner de ces gens que l'on côtoie pourtant dans la *Ligue des Droits de l'Homme*, dans la *Libre Pensée* et les Loges maçonniques. Ce faisant on est fidèle aux recommandations de l'Internationale.

Et pourtant et c'est le nœud du problème, la pratique est différente. Ainsi, lors des élections sénatoriales de 1906, la fédération décide de présenter trois candidats mais le jour du scrutin la grande majorité des délégués socialistes votent... pour les radicaux-socialistes. Trouvain condamne cette attitude mais *Le Travailleur de l'Oise* note : "les élections sénatoriales de dimanche dernier prouvent surabondamment le peu d'effet de la

campagne menée par les cléricaux contre la Séparation des Eglises et de l'Etat" (8).

Tirillés entre l'Internationale, la volonté d'indépendance et de pureté doctrinale et la réalité électorale, les socialistes de l'Oise préfèrent passer sous silence les sujets qui fâchent et qui les divisent ou qui risquent de contredire les grands principes. Le silence devient donc la seule solution.

On peut donc, sans se tromper, affirmer que tous les socialistes, et sans doute la majorité des syndicalistes isariens, étaient très contents de l'adoption de la loi sur la Séparation des Églises et de l'État, mais ils ne pouvaient pas le dire haut et fort, en raison des contraintes internationales et nationales et de la situation locale, qui jouaient dans un sens opposé.

NOTES :

(1) Il s'agit du gouvernement Waldeck-Rousseau constitué en pleine affaire Dreyfus en 1899, et dans lequel siège pour la première fois un socialiste

indépendant, Alexandre Millérand. En 1902, Émile Combes forme un nouveau gouvernement soutenu par les socialistes dans le cadre du *Bloc des Gauches*.

(2) Pour plus de renseignements sur les organisations ouvrières dans l'Oise avant 1914, je renvoie à mon doctorat de 3ème cycle, *Le mouvement ouvrier dans l'Oise, 1890 - 1914*, édité par le CDDP de L'Oise, Beauvais, 1984.

(3) Voir *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, sous la direction de Jean Maïtron et Claude Pannetier, Éditions ouvrières, t. 11.

(4) *Idem*, t. 13.

(5) *Ibidem*, t. 15.

(6) Publié sous forme d'éditorial et signe *le Travailleur*, l'article de février contient cette remarque : «Ouf ! Encore un projet de Séparation des Églises et de l'État Quand nous en serons à cent, nous abattons une croix !»

(7) *Le Travailleur de l'Oise*, 1er avril 1905.

(8) *Idem*, 13 janvier 1906.



Le leader syndical de Creil, Ernest Klemczynski (1876-1930)